

Le PRÉSIDENT: M. Carmichael est d'avis qu'une organisation d'un système de crédit rural répondrait mieux aux besoins de l'Ouest.

M. SPENCER: Supposez qu'une banque vienne de s'ouvrir dans une ville de l'Ouest et que des cultivateurs de cette localité, ayant d'amples garanties, en empruntent \$50,000. Cette avance de \$50,000 ne créerait-elle pas des dépôts pour \$50,000?

M. COOTE: Je préfère ne pas répondre à cette question. Il se peut que des experts puissent y répondre. Nous discutons les taux d'intérêt.

M. RANKIN: Les cultivateurs de l'Ouest ne sont-ils pas un peu responsables de l'établissement d'un si grand nombre de succursales de banques dans l'Ouest?

M. COOTE: C'est la faute presque exclusive des banques elles-mêmes. Il existe une grande rivalité entre elles, et c'est à qui serait dans une ville avant l'autre et y ferait le plus gros chiffre d'affaires. Les banques ont été dupées dans l'Ouest canadien à l'égal de nombre de cultivateurs. La propagande en faveur d'une plus grande production est aussi un peu la cause du désarroi. C'est à la suite de cette campagne de production que nombre de cultivateurs se sont mis dans les dettes alors que la production était à son coût le plus élevé, et que le rendement par acre est devenu des plus faibles. Ce n'était pas la faute des cultivateurs. On les avait poussés de mettre tout ce qu'ils pouvaient en culture. Au cours de ces années, ils ont cultivé des terres qui n'étaient pas suffisamment préparées et ils ont perdu de l'argent en voulant augmenter leurs récoltes.

Le PRÉSIDENT: On ne peut reprocher aux banques ou au système financier la sécheresse qui a affecté certains districts.

M. COOTE: Je pourrais citer sir Frederick Williams-Taylor qui a dit: "Nous avons des prêts qui sont en souffrance depuis un, deux, trois, quatre et cinq ans, dans certains districts, où les récoltes ont manqué, et nous supportons encore le fermier dans l'espérance qu'il pourra encore se racheter avec une bonne récolte." C'est une partie de l'histoire. Les banques portent encore le vieil emprunt, mais cette année, quand le fermier a eu besoin d'une nouvelle avance, il n'a pas pu l'avoir. Il peut obtenir quelques avances des sociétés de crédit rural, et la banque attend qu'il réalise quelques dollars et refuse de lui prêter à moins qu'il consente à payer un intérêt de 10 pour cent.

M. VIEN: Si je me rappelle bien, une autre raison, c'est que les cultivateurs sont trop endettés sur leurs machines agricoles. Si je me rappelle bien, le professeur Swanson a dit que dans les trois provinces des Prairies, il était dû de cinquante à soixante millions aux fabricants de machines agricoles.

M. COOTE: Il y a un autre point qu'il vaut aussi bien de citer maintenant. Dans certains cas, des agents ont vendu des automobiles aux cultivateurs qui les ont payés avec des billets. Les banques n'ont pas hésité à escompter ces billets. On m'a cité des cas où un homme qui ne pouvait obtenir d'une banque l'argent nécessaire à ses opérations agricoles, a pu en avoir pour s'acheter un automobile. C'est un cas de mauvaise administration, Monsieur le président.

M. VIEN: Le cultivateur de l'Ouest ne peut-il pas s'adresser à une association provinciale pour ses besoins dans ce cas?

M. COOTE: Je désire faire remarquer que les banques ont le contrôle dans l'Ouest. Elles avaient les yeux ouverts quand elles ont fait ces avances, et dans plusieurs cas, elles ont encouragé les gens à emprunter. Elles ont même envoyé des circulaires aux cultivateurs les informant qu'elles seraient heureuses d'avancer des fonds pour telles ou telles fins spéciales. Les banques portent la plus grande partie de la responsabilité après les cultivateurs eux-mêmes. Les gouvernements provinciaux ne sont pas responsables; ils se trouvaient pris entre les banques et les emprunteurs. Les banques sont aussi responsables que les emprunteurs. Elles prétendent avoir des connaissances supérieures, et dans